

De conclave en conférence :

les chemins de la collaboration de classe

Le conclave à peine clos et dont il convient de tirer les enseignements, voici que se profile pour la rentrée la grande conférence sociale qui devrait réunir les forces politiques institutionnelles, les syndicats de salariés et patronaux, les élus et ne les oublions pas les experts porteurs, comme on le sait, de l'objectivité scientifique.

Commençons donc par le conclave. Ce dernier n'a pu accoucher que de ce pourquoi il a été conçu : le renoncement aux revendications sur les retraites. C'est pourquoi après une jolie balade de plusieurs mois, de conserve avec le patronat, les organisations CFDT, CFE-CGC et CFTC ont jeté le masque en actant le fond de la réforme des retraites à savoir le report de l'âge de départ à 64 ans et l'augmentation de la durée de cotisation, tout en ouvrant la voie à la capitalisation. La CGT de son côté en déplaçant tout sur le parlement a *plié les gaules* de la lutte, organisant des initiatives dont le seul but était de valoriser la *victoire du 5 juin* au Parlement où un vote symbolique, acquis avec les voix du RN, a fait semblant de rejeter la réforme. Pendant ce temps G. Attal a fait une découverte de première importance, il va y avoir de la concurrence pour les prix Nobel: " *ce qui compte, ce n'est pas l'âge de départ mais la durée de cotisation.*" C'est Hollande qui triomphe avec la loi Touraine qui précisément a acté l'augmentation de cette durée !

Après ce premier round, donnant-enfin, toute sa place au dialogue social avec le succès que l'on constate, Patronat et pouvoir veulent aller plus loin et enfoncer le clou de la collaboration de classe et donc des mauvais coups pour les salariés en portant sur les fonds baptismaux une grande conférence sociale dont l'objectif affiché par le gouvernement n'est autre que de redessiner le fameux *modèle social français*. Ce modèle en fait n'existe pas, il est le produit de la lutte des classes et de la puissance du mouvement ouvrier au sortir de la guerre et imposant au patronat une conception de la protection sociale basée sur un principe fort : " *de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins* ". Le mode de financement qui a pour logique, un prélèvement sur la valeur produite par le travail salarié, constitue une partie du salaire et ne va pas donc pas alimenter les profits capitalistes. On comprend aisément que les capitalistes aient du mal à supporter cette amputation de leurs profits. Cela les a conduit avec l'aide de leurs fondés de pouvoir à la tête de l'État à combattre cette protection sociale et par des mesures continuent à en diminuer la portée et à l'affaiblir. Aujourd'hui, ils veulent plus. Ils ambitionnent d'en finir avec ce système, au nom bien sûr de la compétitivité, et surtout de leurs intérêts en liquidant le système, le privatisant en l'individualisant pour qu'enfin toute cette richesse qui appartient aux travailleurs soit jetée dans la spéculation financière dont ils sont les maîtres !

La question posée est alors simple, les organisations syndicales vont-elles accompagner ce mouvement en se liant profondément dans ce processus de collaboration de classe au seul bénéfice du patronat ou vont-elles alerter les travailleurs et organiser la lutte qui s'impose pour faire échec à la destruction de la protection sociale. Si pour les organisations ouvertement réformistes la réponse paraît déjà acquise au vu de leurs renoncements passés et présents, concernant la CGT, il y va de la liquidation de ce qui reste de son orientation de classe. Y aller ou pas prendra alors une grande signification.

Pour nous la réponse ne peut-être que celle du refus de la collaboration de classe et conséquemment de l'organisation d'une riposte d'ampleur afin de faire échouer les plans du patronat et du pouvoir : une riposte de classe pour défendre les intérêts de notre classe.